



Dossier de presse 12 janvier 2021

PLAN VERT POUR UN BILAN CLIMATIQUE POSITIF EN SUISSE (« PLAN CLIMAT »)

TRANSFORMATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

La mise en place du plan climat n'est de loin pas qu'une question d'innovation technologique. Les VERTS ont toujours plaidé pour une transformation sociétale tout aussi nécessaire afin de parvenir à un système socio-économique décarboné. Pour ce faire, il faut d'abord changer nos « logiciels » de pensée et développer une vision d'avenir qui ne soit pas dominée par le dogme de la croissance économique et son faux étalon de mesure du bien-être, le PIB.

Les VERTS veulent une nouvelle prospérité qui ne soit pas basée sur l'idée de croissance matérielle, une prospérité qui n'implique pas une augmentation de la consommation des ressources naturelles et des émissions de GES. Une prospérité qui soit basée sur des valeurs sociétales de partage, de sobriété joyeuse et de solidarité. Une prospérité qui assure la capacité d'épanouissement de tous les individus et leur participation à la vie sociale. Pour y parvenir, il faut un changement de valeurs par rapport à celles prônées par la société de consommation : **être au lieu d'avoir, partager plutôt que gaspiller, solidarité plutôt qu'individualisme, moins de biens et plus de liens.**

Les VERTS soutiennent les différentes initiatives qui ont émergé ces dernières années afin de mettre en place des alternatives au système socio-économique actuel et de favoriser la transition écologique et sociale. Cette **économie sociale et solidaire** s'incarne dans une multitude de projets portés à l'échelle locale (agriculture contractuelle, coopératives d'habitats, coopératives énergétiques, potagers urbains, monnaies locales, repair cafés, système d'échange local, car-sharing, etc.). Ces initiatives concrètes permettent de mettre en œuvre l'adage « penser global, agir local » et sont basées sur le principe du qualitatif opposé au quantitatif. Elles constituent le terreau sur lequel bâtir la société de demain et leur développement est crucial si l'on veut voir émerger la transition vers un monde évoluant dans les limites de son écosystème. L'enjeu aujourd'hui est de faire en sorte que ces initiatives, et les valeurs qu'elles véhiculent, s'imposent à un niveau national.

Le réchauffement climatique actuel est aussi lié au consumérisme, parfois débridé et inutile, des pays industrialisés. Changer de comportement et opter pour la **sobriété** peut par conséquent s'avérer décisif pour le réduire.

La sobriété ne se décrète pas, mais on peut créer des conditions facilitant la sortie de l'engrenage consumériste, en réduisant par exemple la publicité pour des biens inutiles dans l'espace public, en renforçant les quartiers et le voisinage. Une telle sobriété, définie par la société elle-même, ne rime pas avec moins de prospérité. Au contraire on améliore ainsi la qualité de vie et la société devient véritablement florissante.¹

¹ « Prospérité sans croissance : La Transition vers une économie durable » est un livre de l'économiste Tim Jackson publié en 2009, et traduit en 2010 (fr.wikipedia.org/wiki/Prosp%C3%A9rit%C3%A9_sans_croissance)

Il s'agit parallèlement **d'utiliser les dépenses consuméristes pour investir en faveur du climat**, qui s'en trouve ainsi doublement soulagé, car on consomme moins et on accroît les investissements décisifs pour l'innovation climatique.

Si l'on ne modère pas aujourd'hui notre consommation en investissant dans la protection climatique, nous devons plus tard diminuer notre standard de vie. **On peut ainsi choisir entre une sobriété librement consentie aujourd'hui et une sobriété imposée demain.** Sauf que si la sobriété sociétale librement consentie favorise la qualité de vie aujourd'hui, et donc notre prospérité, la sobriété imposée va considérablement restreindre notre prospérité et notre bien-être en raison de la catastrophe climatique.

Pour les VERTS une chose est sûre : **la protection climatique ne peut être que sociale.** Les mesures en faveur du climat ne peuvent pas être prises au détriment de la sécurité sociale, de rentes sûres, ni d'un minimum vital, de salaires et conditions de travail équitables. Au contraire, tout est lié. On peut y parvenir grâce aux mesures suivantes :

- **redistribuer** : les recettes générées par les taxes incitatives (sur le CO2 et les billets d'avion) seront en partie directement redistribuées à la population. Les ménages modestes consomment en général moins d'énergie et y consacrent environ un tiers de moins que la moyenne.² Par conséquent, ils reçoivent en retour plus qu'ils ont dépensé (écobonus). L'écobonus est proportionnel à la taxe incitative. Le reste des recettes est redistribué à des projets de transition vers une société sans carbone, ce qui assure et crée des emplois, ceux-ci contribuant à la sécurité sociale. Afin de réussir la transition technologique, il faut donc lancer une offensive de reconversion ou de perfectionnement pour le personnel exerçant des métiers « en perte de vitesse », afin d'avoir la main d'œuvre qualifiée nécessaire. Tout le monde doit pouvoir se perfectionner à tout âge et pouvoir le financer, y compris avec un minimum vital.
- **réduire les coûts en diminuant la consommation** : en consommant moins d'énergie, on diminue la charge financière. A cet égard, les prescriptions en matière de consommation sont importantes : ce qui gaspille de l'énergie car inefficace doit disparaître du marché. De même, interdire l'installation de nouveaux chauffages à mazout contribue à réduire le montant de la taxe CO2.
- **avantager les solutions climat-compatibles** : en font partie des billets à prix réduit pour les trains de nuit et en principe des tarifs plus avantageux pour les transports publics, mais aussi encourager la mise au point de technologies climat-compatibles, comme des carburants renouvelables, afin qu'ils soient rapidement abordables.
- **le statut quo n'est pas social** : le réchauffement climatique touche surtout les plus démunis de la planète. Sécheresses, inondations et extrêmes météorologiques détruisent leurs bases existentielles et les contraignent à migrer. La protection climatique doit être solidaire à l'échelle planétaire et les VERTS requièrent qu'indépendamment de la coopération au développement, la Suisse contribue à hauteur d'au moins 1 milliard de francs par année au financement de mesures de protection contre un réchauffement climatique dont elle est co-responsable, en faveur des pays les plus pauvres. Mais celui-ci a également un impact social en Suisse : toujours plus de seniors souffrent des canicules, les récoltes perdues menacent l'existence des paysannes et paysans et le tourisme perd des emplois en hiver.
- **une protection ciblée pour les cas de rigueur** : par exemple en améliorant la protection des locataires lors des rénovations afin que l'assainissement énergétique des bâtiments n'entraîne pas un recul des logements abordables. A cet effet, il convient d'instaurer des contrôles des baux et de renforcer la protection contre les résiliations abusives. Enfin, il faut baisser les taux de report forfaitaires lors des assainissements complets.

² Source : OFS, www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/catalogues-banques-donnees/tableaux.assetdetail.10867387.html (en all.)